

Quelques faits : La Nakba palestinienne

Description

[nakba_image_slide_10_430](#)

(Pour plus d'informations, voir nos précédentes publications, « La Nakba : 65 années de dépossession et d'apartheid », et « Le 65^{ème} anniversaire de l'adoption du Plan Dalet ».)

Faits Généraux et chiffres

La « Nakba » palestinienne (« Catastrophe » en arabe) renvoie à l'expulsion de masse des Arabes palestiniens de la Palestine sous mandat britannique pendant la création d'Israël (1947-1949).

La « Nakba » ne constitue pas un résultat fortuit de la guerre. Il s'agit d'un acte délibéré et systématique qui a été nécessaire à la création d'un État majoritairement juive dans la Palestine historique, laquelle était majoritairement arabe avant 1948. En interne, les leaders juifs sionistes utilisaient l'euphémisme « transfert » lorsqu'ils discutaient des plans de ce que l'on appellerait aujourd'hui un nettoyage ethnique.

Les racines de la Nakba résident dans l'émergence du sionisme politique dans l'Europe du 19^{ème} siècle, quand certains Juifs, influencés par le nationalisme qui balayait alors le continent, ont conclu que le remède des siècles de persécution antisémite en Europe et en Russie était la création d'un État-nation pour les Juifs en Palestine, et ont commencé à émigrer en Terre Sainte en tant que colons, déplaçant les Palestiniens indigènes lors de ce processus.

En novembre 1947, à la suite des horreurs de la seconde guerre mondiale et du génocide nazi contre les Juifs européens, les Nations Unies qui venaient d'être créées approuvèrent un plan de partition de la Palestine sous mandat en États juif et arabe. Elle alloua environ 55 % du territoire à l'État juif proposé, bien que les Juifs sionistes ne possédassent qu'environ 7 % de territoire privé en Palestine et ne constituassent qu'environ 33 % de la population, dont la majorité était des immigrants récents venant d'Europe. L'État arabe palestinien devait être créé sur 42 % de la Palestine sous mandat, et Jérusalem devait devenir une ville internationale. (Voir ici pour une carte du plan de partition et les lignes d'armistice subséquentes de 1949.)

Presqu'immédiatement après le vote du plan de partition, la violence explosa et l'expulsion à grande échelle des Palestiniens débuta, bien avant que les armées des pays arabes voisins ne s'impliquassent. Lorsque les forces sionistes achevèrent de s'étendre, le nouvel État d'Israël comprenait 78 % de la Palestine historique, et le reste, la Cisjordanie, dont Jérusalem Est, et Gaza, tomba respectivement sous le contrôle de la Jordanie et de l'Égypte. Lors de la guerre de 1967, Israël occupa les 22 % restants et commença à les coloniser juste après.

La Nakba ne s'acheva pas en 1948 et se poursuit jusqu'à aujourd'hui, sous la forme du vol continu de terre palestinienne par Israël pour les colonies et pour les communautés juives à l'intérieur d'Israël, sa destruction des maisons palestiniennes et de terre agricole, la révocation des droits de résidence, les déportations, les assauts militaires brutaux périodiques qui provoquent nombre de blessés civils, comme celui qui est produit à Gaza lors de l'été 2014, et le refus du droit légal internationalement reconnu au retour de millions de réfugiés palestiniens qui se retrouvent sans état.

La Nakba en chiffres

Entre 750000 et un million : le nombre de Palestiniens exclus et transformés en réfugiés par les paramilitaires sionistes, et les forces israéliennes subséquentes, lors de la création d'Israël en 1947-1949.

Entre 250000 et 350000 : le nombre de Palestiniens exclus de leurs maisons par les paramilitaires sionistes entre le vote du plan de partition des Nations Unies en novembre 1947 et la Déclaration d'Indépendance le 15 mai 1948 avant le début de la guerre avec les États arabes voisins.

Environ 7,1 millions : le nombre de réfugiés palestiniens et de personnes déplacées jusqu'en 2009, incluant les survivants de la Nakba et leurs descendants. Ils se trouvent majoritairement en Cisjordanie occupée et dans les pays arabes voisins tels que le Liban, la Jordanie et la Syrie, et Israël leur refuse leur droit légal internationalement reconnu de revenir sur leur terre d'origine, seulement parce qu'ils ne sont pas juifs.

Environ 150000 : le nombre de Palestiniens qui sont restés à l'intérieur des frontières israéliennes en 1948, la plupart ayant été initialement déplacés. Ces Palestiniens (parfois appelés « Arabes israéliens ») ont reçu la citoyenneté israélienne mais ont été dépourvus de la plus grande partie de leurs terres et placés sous le régime de la loi martiale jusqu'en 1966. Il y a aujourd'hui environ 1,6 million de citoyens palestiniens en Israël qui vivent comme des citoyens de seconde classe sur leur propre terre d'origine, sujets à plus de 50 lois qui les discriminent parce qu'ils ne sont pas juifs.

Au moins deux douzaines : le nombre de massacres de civils palestiniens par les forces israéliennes et sionistes qui ont joué un rôle crucial dans l'impulsion donnée à l'exode massif des Palestiniens.

Environ 100 : le nombre de civils palestiniens, femmes et enfants inclus, massacrés dans le village de Deir Yassine le 9 avril 1948, par les membres de l'Irgoun et du Groupe Stern, des organisations terroristes sionistes précédant la création d'Israël, dirigés par les futurs premiers ministres israéliens Menachem Begin et Yitzhak Shamir.

Plus de 400 : le nombre de villes et de villages palestiniens qui ont été systématiquement détruits par les forces israéliennes ou repeuplés par des Juifs entre 1948 et 1950. La plupart des lieux publics, à savoir les maisons, les commerces, les lieux de culte, et des centres urbains dynamiques, ont été détruits pour prévenir le retour de leurs propriétaires palestiniens, qui sont maintenant des réfugiés vivant à l'extérieur des frontières israéliennes avant 1967, ou ayant été déplacés à l'intérieur de ces frontières. (Voir ici pour une carte interactive des lieux publics palestiniens détruits lors de la création d'Israël.)

Environ 4244776 : le nombre d'acres de terre palestinienne expropriée par Israël lors de sa création en 1948 et immédiatement après.
Entre 100 et 200 billions : l'estimation du montant total de perte monétaire des Palestiniens d'actifs lors de la création d'Israël, en dollars actuels.

Traduction : Lila L. pour l'Agence Média Palestine

Source: [IMEU](#)

date création
2015/05/20